

"Chirac prend le risque de la division des Quinze" dans Tageblatt (29 juin 2000)

Légende: Le 29 juin 2000, le quotidien luxembourgeois Tageblatt examine le discours prononcé le 27 juin 2000 au Bundestag par le président français Jacques Chirac sur l'avenir de l'Europe et le qualifie de tournant dans la politique européenne de la France.

Source: Tageblatt. 29.06.2000. Esch/Alzette.

Copyright: (c) Editpress Luxembourg/Tageblatt

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"chirac_prend_le_risque_de_la_division_des_quinze"_dans_tageblatt_29_juin_2000-fr-58555125-5c5e-404b-9f13-8ab829b8cb22.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Après le discours du Reichstag

Chirac prend le risque de la division des Quinze

Hervé Rouach

Le président Jacques Chirac a brisé un tabou de la politique européenne de la France, en prônant la rédaction d'une Constitution de l'UE, mais il a aussi pris le risque de chambouler le fragile équilibre entre les Quinze sur les questions institutionnelles.

Même s'il n'endosse pas le concept de fédération d'Etats nations défendu par les Allemands, le discours prononcé mardi au Reichstag marque un tournant dans la politique européenne de la France, jusqu'à présent partisane des « petits pas ».

« Il est des moments où il faut savoir prendre des risques », a lancé le président français, choisissant délibérément de surfer sur la vague que dessine le débat européen depuis le discours du ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, le 12 mai.

Il prend du même coup de vitesse son gouvernement et singulièrement son premier ministre, Lionel Jospin, qui est aussi son principal rival sur la scène française.

Evolution spectaculaire

Le chef du gouvernement avait choisi une approche pragmatique, voire « modeste » de la présidence française de l'Union européenne, qui commencera samedi. Il fallait surtout éviter de diviser les Quinze en prenant part dès à présent au grand débat sur l'avenir de l'Europe lancé en Allemagne.

L'objectif affiché était de conserver une position d'arbitre pour conclure, avec succès à la fin de l'armée, l'actuelle réforme des institutions de l'Union, destinée à préparer l'élargissement à l'Est.

« Affirmer que cette réforme sera sans doute insuffisante sur le long terme n'est pas faux, mais en tirer prétexte pour essayer de bouleverser l'équilibre des institutions ne serait pas raisonnable », avait mis en garde Lionel Jospin en mai, lors de la présentation officielle des priorités de la présidence française.

Bien qu'elle s'inscrive sur le long terme, la démarche de Jacques Chirac recèle un danger de division des Quinze, puisqu'elle propose la création d'un « groupe pionnier », de pays résolus à aller plus loin dans l'intégration et chargés d'élaborer une constitution européenne.

Du même coup, elle induit une lecture politique sans ambiguïté de l'actuelle réforme institutionnelle. Le débat pourrait se focaliser sur le mécanisme des « coopérations renforcées », proposé par la France et qui doit permettre à des groupes de pays d'avancer plus vite sur des sujets ponctuels et variés.

Instrument d'une nécessaire flexibilité dans une Europe élargie ou alors marche-pied vers une Europe politique: ces deux interprétations des « coopérations renforcées » étaient possibles.

Jacques Chirac a choisi la seconde, l'Europe à deux vitesses plutôt que l'Europe à géométrie variable. Le « groupe pionnier » se constituera « par la volonté des pays qui participeront à toutes les coopérations renforcées », a-t-il indiqué mardi à Berlin.

La Grande-Bretagne et les pays scandinaves, qui n'adhèrent déjà pas à la monnaie unique, craignent plus que tout la création d'un tel « forum privé », selon l'expression de Robin Cook, le ministre britannique des Affaires étrangères.

« Je crois qu'il est important que nous ayons une Europe d'Etats membres égaux, dans laquelle tous les Etats ont les mêmes droits et participent pleinement aux projets de l'UE », a-t-il dit.

En France et en Allemagne, le discours du Reichstag a été applaudi par les euro-enthousiastes de tout bord. « A la fois ambitieux et réaliste, il représente un grand tournant dans la pensée sur l'Europe en France », s'est félicité le démocrate-chrétien allemand Karl Lamers, l'un des premiers à avoir défendu en 1994 l'idée d'un « noyau dur » d'Etats membres.

Il représente également une évolution spectaculaire dans la pensée de Jacques Chirac, fluctuante sur l'Europe tout au long de sa carrière politique.

Même si, comme le soulignait mercredi l'un de ses proches, Alain Juppé, l'acceptation d'une Constitution n'implique pas le soutien à une Europe fédérale.